



SÉMINAIRE FRANCO-ALLEMAND DE DROIT COMPARÉ EUROPÉEN

2, 3 & 4 MARS 2006, PARIS

1^{ères} journées de rencontre entre jeunes chercheurs de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de la Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften Speyer

En collaboration avec le Centre de droit allemand de Paris 1, le Groupement de Recherches sur l'Administration locales en Europe, les Écoles doctorales de droit comparé et de droit public de Paris 1, le CRDC, l'UMR de droit comparé de Paris & le Deutsches Forschungsinstitut für Öffentliche Verwaltung Speyer

Lieu: Université Paris 1, 12 place du Panthéon, 75005 Paris.

Moyen d'accès: RER B Luxembourg.

Contacts:

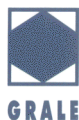
<http://droit-allemand.univ-paris1.fr>

<http://www.dhv-speyer.de/Aktuelles/Aktuelles.htm>

Mme Florence Gauzy (DHV) : gauzy@dhv-speyer.de

M. Yoan Vilain (Paris 1) : yoan.vilain@cmb.hu-berlin.de

Avec le soutien financier :



GRALE



**Université franco-allemande
Deutsch-Französische Hochschule**



Séminaire franco-allemand de jeunes chercheurs en droit public comparé européen

Premières journées de rencontre

Paris, du 2 au 4 mars 2006

Du 2 au 4 mars 2006 a eu lieu à l'Université Paris 1 la première session du séminaire franco-allemand de jeunes chercheurs en droit public comparé européen. Organisée conjointement par la *Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften* (Spire) et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, avec le soutien de l'UFA (Université franco-allemande) et du GRALE (Groupement de Recherche sur l'Administration Locale en Europe, CNRS) et en collaboration avec le Centre de droit allemand de l'UMR de droit comparé de Paris, les Ecoles doctorales de droit comparé et de droit public de Paris 1, le CRDC (Centre de recherche de droit constitutionnel, Paris 1) et le FÖV (*Forschungsinstitut für die öffentliche Verwaltung*), cette manifestation a réuni, à l'instar de l'échange scientifique déjà instauré entre les Professeurs de Spire et de Paris 1, des doctorants ou jeunes docteurs de ces deux établissements travaillant sur des thèmes d'intérêts communs.

Dès l'ouverture du séminaire, Karl-Peter SOMMERMAN (vice-doyen de la DHV) a souligné que le processus d'intégration européenne concourt, parallèlement à l'établissement d'un ordre juridique supranational, à encourager le dialogue entre les ordres juridiques nationaux. Le droit communautaire exige ainsi des Etats membres de l'Union européenne qu'ils adaptent leurs droits internes, adaptation qui ne concerne pas seulement le droit matériel et le droit processuel, mais également et de façon croissante l'ordre institutionnel. La pratique juridique tout comme la science juridique constituent certes des domaines traditionnellement dominés par des enjeux nationaux, cependant la tendance, dans l'analyse juridique et politique, à prendre davantage en compte les expériences et les solutions des ordres juridiques internes des autres Etats membres s'accroît très sensiblement. Cette évolution a par conséquent renforcé le dialogue franco-allemand dans la science juridique, dialogue auquel comptent participer les travaux de droit comparé exposés par les jeunes chercheurs lors de ce séminaire. David CAPITANT (Directeur du Centre de droit allemand) en profita alors pour introduire Franz MAYER (Université Humboldt, Berlin) dont la conférence inaugurale avait précisément pour thème « Le droit constitutionnel européen ? Perspectives française et allemande ».

Selon Franz MAYER, la question de l'existence d'un droit constitutionnel européen se pose dans les deux pays avec la même acuité, mais est néanmoins polarisée de manière différente. Ainsi, il dressa une typologie des possibles significations de ce qui peut être considéré comme un droit constitutionnel européen, typologie allant des droits constitutionnels en Europe (les Constitutions des Etats membres) à un droit constitutionnel au sens matériel, en passant par un droit constitutionnel propre à l'Union européenne – une acception qui, selon Franz MAYER, obtient davantage de considération en France qu'en Allemagne. L'hypothèse d'un droit constitutionnel européen au sens matériel soulève le problème fondamental d'une définition de la Constitution et plus particulièrement pose la question de savoir si une Constitution est conditionnée par des critères pré-juridiques (un peuple, une langue commune...) ou si elle se déduit exclusivement de la souveraineté. Cette question âprement discutée depuis plusieurs années dans la doctrine allemande amena Franz MAYER à envisager dans quelle mesure la souveraineté émane effectivement de l'Union européenne. Il parvint à la conclusion que l'équilibre entre pouvoirs et contre-pouvoirs constitue la caractéristique essentielle des constitutions – et qu'il était par conséquent possible de parler d'une dimension constitutionnelle lorsque l'on évoque l'Union européenne.

Franz MAYER tenta alors dans un second temps de proposer un cadre conceptuel pour une Constitution non-étatique et s'interrogea en définitive sur la signification et les perspectives de l'actuel traité portant Constitution pour l'Europe, s'attachant à recenser, au-delà de celles découlant de l'application des règles issues du droit international public, les différentes hypothèses relatives à l'évolution du processus d'intégration européenne.

Présentation des contributions des jeunes chercheurs

Les communications des jeunes chercheurs s'articulent autour des trois grandes thématiques :

- La réforme de l'organisation territoriale de l'Etat : bilan et perspectives.
- Rôle, fonction et organisation du Conseil Constitutionnel et du *Bundesverfassungsgericht* dans une perspective comparée.
- La protection des droits fondamentaux en droit comparé et en droit européen.

1) La réforme de l'organisation territoriale de l'Etat : bilan et perspectives.

La France et l'Allemagne sont marquées par des traditions historiques et des structures étatiques sensiblement divergentes. Néanmoins, chaque Etat met en œuvre des réformes territoriales ayant pour effet d'accroître l'autonomie des collectivités locales. Ainsi, la récente réforme de la décentralisation en France tout comme le projet de réforme de l'organisation fédérale en Allemagne constituent tous deux des sujets d'actualité porteur de nombreuses interrogations. Quelles sont les conséquences institutionnelles occasionnées par la réforme de la décentralisation ? Quelles modifications au regard de la coopération transfrontalière ? Comment s'articulent des structures administratives divergentes avec le niveau communautaire ? Quelle place faire au principe de subsidiarité ?

Présidé par Heinrich SIEDENTOPF (DHV), David CAPITANT (Paris 1) et Stefan FISCH (DHV), ce premier atelier a permis d'apporter des réponses à ces diverses interrogations. Benedikt SPEER (DHV) s'est par exemple intéressé à démontrer quelles étaient les hypothèses théoriques et les difficultés pratiques de la coopération transfrontalière décentralisée. Yoan VILAIN (Paris 1 / Université Humboldt, Berlin ; Centre Marc Bloch, Berlin) a pour sa part étudié l'application des nouvelles technologies aux relations Etat-collectivités territoriales en France et en Allemagne, pointant ainsi les risques, les avantages et les effets de cette réforme de modernisation au regard de l'autonomie des collectivités locales. Cette présentation a été suivie de celle de Jean-Philippe DEROSIER (Paris 1) qui aborda la dialectique centralisation / décentralisation, estimant que l'analyse de cette dialectique ouvre une voie vers la reconnaissance juridique du principe de subsidiarité. Conrad SEIFER (Université Humboldt, Berlin / Paris 1) présenta les conclusions provisoires de son travail doctoral relatif à la question des villes-capitales et du principe d'auto-administration communale, étude faite sur la base d'une comparaison entre Berlin et Paris.

2) Rôle, fonction et organisation du Conseil Constitutionnel et du Bundesverfassungsgericht dans une perspective comparée.

Cet atelier a été l'occasion d'envisager, sous un angle institutionnel, les compétences respectives des juges constitutionnels français et allemand. Comment celles-ci sont-elles organisées ? Constatant les différences marquées de chacun des systèmes de justice constitutionnelle, les intervenants se sont interrogés sur la manière dont les juges nationaux règlent des questions similaires, notamment du fait des répercussions du droit communautaire et du droit de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

Sous la présidence de Jean-Claude COLLIARD (Paris 1, membre du Conseil constitutionnel), Bertrand MATHIEU (co-directeur du CRDC, Paris 1) et Karl-Peter SOMMERMAN (DHV), cet atelier a permis tout d'abord à Arthur DYEVRE (Paris 1) d'évoquer la place du Conseil constitutionnel et de la Cour constitutionnelle fédérale dans la production des normes, ce travail lui ayant permis d'établir une typologie des hypothèses d'activisme juridictionnel en France et Allemagne. Natalia BERNAL CANO (Paris 1) s'est ensuite livrée à une analyse critique de la séparation stricte des modèles de justice constitutionnelle pour la protection des droits fondamentaux en France et en Allemagne. Cet exposé fut suivi de celui de Andreas GROSCHE (DHV) qui analysa l'influence du droit de la Convention européenne des droits de l'Homme et du droit de l'Union européenne sur la protection nationale des droits fondamentaux. Enfin, Lippold Frhr. v. BREDOW (DHV) s'intéressa aux réserves de souveraineté dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel et de la Cour fédérale constitutionnelle.

3) La protection des droits fondamentaux en droit comparé et en droit européen.

Cet atelier avait pour objet d'analyser l'activité des juges constitutionnels en France et en Allemagne cette fois-ci sous un angle matériel. De ce fait, l'étude de l'impact du droit de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et de la jurisprudence de la Cour Européenne de Strasbourg était tout à fait souhaitable. Cette problématique fondamentale a été abordée à la lumière de plusieurs illustrations, telles que le cas du statut de l'embryon humain ou de libertés fondamentales particulières.

La troisième demi-journée fut présidée par Otto PFERSMANN (Directeur du Centre de droit public comparé, Paris 1), accompagné par Karl-Peter SOMMERMAN et David CAPITANT. Silke LOEHR (DHV) s'est attachée à définir le sens du concept de droit fondamental en droit allemand et en droit français, travail lui permettant d'exposer les caractéristiques propres de ce concept, distinct de celui de droit de l'homme ou de libertés publiques. Dépasse le cadre du droit public franco-allemand, Céline FERCOT (Paris 1 / Cologne) a ensuite présenté ses recherches relatives aux sources des droits fondamentaux dans les Etats fédéraux et en droit européen, contribution mettant en exergue d'une part les différents niveaux de protection des droits fondamentaux accordés par les Constitutions des Etats fédérés notamment en Allemagne et aux Etats-Unis et d'autre part les mécanismes articulant les rapports entre ces différents niveaux. De même, la contribution de Elaine MAK (Université Erasmus de Rotterdam / Paris 1) a permis d'élargir le champ de la comparaison franco-allemande puisqu'elle s'est livrée à une analyse du droit au juge naturel en France, en Allemagne et aux Pays-Bas, analyse la conduisant à étudier la répartition des compétences judiciaires dans ces trois pays.

La dernière demi-journée, présidée par David CAPITANT et Karl-Peter SOMMERMANNA aura été l'occasion de discuter la communication de Petra KEMPF (DHV / FÖV), contribution ayant pour thème le droit à une bonne administration et s'appuyant sur une recherche en droit comparé franco-allemand. Marion WESCHKA (DHV), pour sa part, évoqua le statut constitutionnel de l'embryon humain au regard des progrès réalisés dans le domaine bio-médical. Enfin, Vanessa BARBE (Paris 1) exposa une partie de ses recherches relatives à la portée du droit de pétition au regard de la protection des droits fondamentaux en France et en Allemagne.

Cette manifestation a pu permettre de répondre à des questions méthodologiques qui se posent lors d'un travail en droit public comparé et de renforcer l'échange scientifique sur des thèmes de recherche parallèles entre Paris 1 et la DHV, ceci aussi bien au niveau des jeunes chercheurs que des chercheurs confirmés. Cette initiative constitue enfin et surtout l'occasion de valoriser les travaux scientifiques des jeunes chercheurs, aussi bien par le biais des communications lors du colloque que par la prochaine publication de leur contribution. Enfin, il est prévu, afin d'élargir cette manifestation mais également de la consolider, d'intégrer lors des prochaines éditions de ce séminaire des jeunes chercheurs en droit public comparé provenant d'autres universités européennes (Strasbourg, Freiburg, Institut Universitaire Européen...), ceci afin de faire émerger un véritable réseau de coopération universitaire entre jeunes chercheurs doté d'un solide encadrement scientifique.

Yoan VILAIN
yoan.vilain@cmb.hu-berlin.de

Ce séminaire a été coorganisé par Florence GAUZY, collaboratrice scientifique, *Lehrstuhl für Neuere und Neueste Geschichte (Verfassungs- und Verwaltungsgeschichte), Hochschule für Verwaltungswissenschaften Speyer*.

Contact : florence.gauzy@dhv-speyer.de

Le programme complet du séminaire est disponible sur le site web du Centre de droit allemand de l'UMR de droit comparé : <http://droit-allemand.univ-paris1.fr>

Deutsch-Französisches Doktorandenseminar zur europäischen Rechtsvergleichung



Beeindruckender Veranstaltungsort in Paris

Vom 2. bis 5. März 2006 fand in Paris das erste Treffen des deutsch-französischen Seminars zur europäischen Rechtsvergleichung statt. Anknüpfend an den auf Professorenebene bereits länger bestehenden Austausch zwischen der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Paris 1 und der DHV Speyer haben Doktoranden und Habilitanden beider Institutionen mit der finanziellen Unterstützung der Deutsch-Französischen Hochschule dieses erste rechtsvergleichende Seminar organisiert, um Themen von gemeinsamem Interesse gemeinsam anzugehen.

Die europäische Integration, so Univ.-Professor Dr. Sommermann, hat neben der Herausbildung einer supranationalen Rechtsordnung den Dialog zwischen den nationalen Rechtsordnungen belebt. Das europäische Gemeinschaftsrecht führt in den Staaten zu Anpassungsprozessen, die nicht nur das materielle Recht und das Verfahrensrecht, sondern zunehmend auch die institutionelle Ordnung erfassen. In der Rechtsetzung wie in der Rechtswissenschaft, in der traditionell die nationale Perspektive dominierte, besteht nun die Bereitschaft, die Erfahrungen und Lösungen der Rechtsordnungen der anderen europäischen Staaten in die rechtliche und rechtspolitische Analyse einzubeziehen.

In dieser Perspektive ließen sich drei größere Themenkreise identifizieren, die in drei Arbeitssitzungen abwechselnd von den 14 teilnehmenden Doktoranden aus beiden Universitäten abgehandelt wurden: (1) die Reform des territorialen Staatsorganisationsrechtes; (2) die Rolle, Funktion und Organisation des Conseil Constitution-

nel und des Bundesverfassungsgerichtes in vergleichender Perspektive; (3) der Schutz der Grundrechte. Hochschullehrer mit langjähriger Erfahrung in der deutsch-französischen Forschungskooperation hatten bereits im Vorfeld die wissenschaftliche Betreuung des Seminars übernommen und leiteten vor Ort die Diskussionen. Die Seminarthematik wurde durch den umfassenden Eröffnungsvortrag von PD Dr. Franz Mayer zum europäischen Verfassungsrecht in einen größeren Rahmen gestellt.

Somit bot das Seminar jungen Wissenschaftlern, die zu gemeinsamen Themen bisher parallel gearbeitet hatten, zum ersten Mal die Chance, ihre Ergebnisse zu präsentieren und durch den aktivierten Wissenstransfer anzureichern. Dabei stand immer wieder die Frage im Mittelpunkt, wie Deutschland und Frankreich ähnlichen national- oder auch gemeinschaftsrechtlichen Herausforderungen begegnen und inwieweit das Fortschreiten des Europarechts die nationalen Rechtstraditionen und Rechtskulturen beeinflusst. Auch methodische Fragen der Rechtsvergleichung fanden Eingang. Nähere Informationen zum Ablauf des Seminars sowie einzelne Kurzbeiträge können bei Interesse angefordert werden (gauzy@dhv-speyer.de).

Nach zwei intensiven Arbeitstagen konnten die Veranstalter eine positive Bilanz ziehen und optimistisch in die Zukunft blicken, nicht zuletzt weil die Resonanz unter den Teilnehmern gut war. Eine Veröffentlichung der Seminarbeiträge ist in Vorbereitung, ebenso wie die zweite Auflage des Seminars im Jahre 2007, diesmal an der DHV Speyer. Wir freuen uns schon darauf!

Zur Vorgeschichte

Dieses Seminar geht ursprünglich auf die Initiative einiger Doktoranden der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Paris 1 zurück, die nach einem Lehr- und Forschungsaufenthalt von Professor Sommermann dort im Jahr 2004 den Kontakt zur DHV Speyer weiterhin pflegen wollten. Durch den vielseitigen Einsatz von Yoan Vilain, der zunächst in Herrn Dr. Strohm einen wohlwollenden und dezidierten Ansprechpartner fand, wurde im August 2004 die Verbindung zur DHV wieder hergestellt, unter Berufung auf Anciennität (sic) und Herkunft eine Koordinatorin aus der Gruppe der wissen-

schaftlichen Mitarbeiter, Dr. Florence Gauzy, bestimmt und bald darauf eine entsprechende Arbeitssitzung einberufen.

Der Einwand, die „deutsche“ Koordinatorin verstehe vom öffentlichen Recht herzlich wenig, schien außer der Betroffenen selber niemanden sonderlich zu bekümmern und erwies sich in dieser frühen Phase des Projekts ohnehin als irrelevant. Noch ging es nicht um rechtswissenschaftliche Belange, sondern um die bloße Sicherung der Gruppenexistenz. Es wäre in der Tat übertrieben zu behaupten, dass der Andrang der Kollegen uns sofort überraschte. Der Weg zur Konstituierung einer arbeitsfähigen Gruppe war lang, und sicherlich spielten bei der einen oder anderen (Zwangs)Rekrutierung weniger juristische Argumente eine Rolle als kollegiale Solidarität und reine Sympathie.

Allmählich gewann das Interesse am wissenschaftlichen Dialog mit den Pariser Partnern zu Themen der Rechtsvergleichung und zerstreute viele Ängste und Bedenken in der Speyerer Gruppe. Immer wieder gelang es Yoan Vilain, der im Februar 2005 nach Speyer kam und sich dort vorstellte, den wissenschaftlichen Austausch neu anzuregen. Unentbehrlich wurde auch das Engagement von Professor Sommermann, der sich bereit erklärte, zusammen mit seinem Kollegen Professor David Capitant in Paris 1, die wissenschaftliche Leitung der Gruppe zu übernehmen und der seither die Arbeiten der Gruppe unermüdlich unterstützt hat.

Auch die Bemerkung von Univ.-Professor Dr. Stefan Fisch, es sei nicht genug, von Interdisziplinarität zu reden, man müsse sie ausleben, und seine tatkräftige Entscheidung, das rechtswissenschaftliche Abenteuer seiner Assistentin zu tragen, gaben der Gruppe einen neuen Schub.

Mit besonderer Dankbarkeit erfreute sich die Gruppe schließlich der Unterstützung durch Univ.-Professor Dr. Dr. h. c. H. Siedentopf und seinem unschätzbaren Wissen in der deutsch-französischen Zusammenarbeit.

In regelmäßigen Abständen verlor die deutsche Gruppe Mitglieder in Folge von erfolgreichen Bewerbungen nach Berlin, nach Schwerin, nach Bonn. Wissenschaftliche Mitarbeiter bleiben nur für eine begrenzte Zeit an der Hochschule tätig, bei den Forschungsreferenten war die personelle Stabilität von vorne herein größer. Leider wurde es zunehmend schwierig, für die ausscheidenden Kollegen Ersatz zu finden. Hier sei allen, die dieses Projekt wissenschaftlich und menschlich begleitet haben, herzlich gedankt!



Mittagessen im ehemaligen Hauptgebäude der legendären École Polytechnique, heute das Forschungsministerium

Der Durchbruch: Förderung durch die Deutsch-Französische Hochschule

Nach einem Jahr intellektuellen Dialogs zwischen der deutschen und der französischen Gruppe entstand der Wunsch nach einem gemeinsamen Seminar. Vorgespräche bestätigten, dass wir genug Stoff dazu hatten.

Wir wandten uns zur Beratung an die Deutsch-Französische Hochschule, die uns eingehend und freundlich über eine Ausschreibung zur Förderung des Interkulturellen Dialogs zwischen Deutschland und Frankreich informierte, an der wir uns schließlich beteiligten. Nach positiver Begutachtung unseres Programms erhielten wir die erwünschte Zuwendung.

Ankunft der DHV-Gruppe in Paris

Am Abend des 2. März 2006 traf die aus drei Hochschullehrern (die Univ.-Professores Dres. Sommermann, Siedentopf und S. Fisch) Doktoranden (Lippold Freiherr von Bredow, Andreas Grosche, Petra Kempf, Silke Löhr, Benedikt Speer, Marion Weschka) und der Koordinatorin (Dr. Florence Gauzy) bestehende Gruppe der DHV Speyer zum ersten Treffen dieses deutsch-französischen Doktorandenseminars in Paris plangemäß ein.

Nach einigen hektischen Vorbereitungswochen und einer langen Zugreise waren die meisten froh, mit fertigen Vorträgen in der Tasche und in Eile reaktivierten Französisch-Kenntnissen ihr Reiseziel erreicht zu haben. Erwartungsvoll begaben sich die deutschen Teilnehmer auf den kurzen Weg vom Hotel im Herzen des Quartier

latin zum Tagungsort im alten Hauptgebäude der Universität Paris 1 am Panthéon, nicht ahnend, dass sie dort auf geschlossene Tore und eine starke polizeiliche Präsenz stoßen würden.

Auf Grund eines durch die Einführung eines neuen umstrittenen Arbeitsvertrags für Berufsanfänger hervorgerufenen Studentenstreiks wür-



de ihnen der Eintritt durch die Cour d'honneur für einige Zeit versperrt bleiben - der Tagungsraum sei ohnehin für eine Krisensitzung der Professoren beschlagnahmt worden.

Auf dem Hügel der Heiligen Genofeva, wo früher die Apostelkirche und spätere Abteikirche Sainte-Geneviève stand, in der die Schutzpatronin der Stadt und der Merowinger König Chlodwig begraben wurden, befindet sich heute das Panthéon, jene tempelartige Ruhmeshalle zu Ehren der großen nationalen Männer, deren Inschrift den Dank des Vaterlandes für die vollbrachten Taten ausspricht.

Dort schmiedete das Speyerer Team Zukunftspläne auf dem Gehsteig, bis das Aufrufen der deutsch-französischen Freundschaft und ein gesundes Mitgefühl der Sicherheitskräfte für die frierenden Gäste aus dem Ausland schließlich den Zutritt zum Inneren des Gebäudes verschafften. Die deutschen Doktoranden lernten ihre Pariser Partner kennen und wurden sofort in den Alltag einer großen Pariser Universität zwischen inspirierender Pracht und bedrückender Platznot eingeweiht.

Gastvortrag zum Europäischen Verfassungsrecht

Im Tagungsraum begrüßte Professor David Capitant, wissenschaftlicher Leiter des Seminars auf französischer Seite und somit Pendant zu Professor Sommermann, alle seine Gäste mit an-

steckendem Humor und leitete in die Thematik des von PD Dr. Franz Mayer (Humboldt Universität) gehaltenen Gastvortrages zum europäischen Verfassungsrecht in deutscher und französischer Perspektive ein.

Souverän, von den äußeren Unruhen keineswegs irritiert, zeichnete PD Dr. Franz Mayer in großen Zügen, wie Frankreich und Deutschland gleichermaßen, aber in unterschiedlicher Weise polarisiert, die Frage nach einem europäischen Verfassungsrecht angehen. Dazu erarbeitete Franz Mayer mögliche Bedeutungsgehalte für ein europäisches Verfassungsrecht von einem Verfassungsrecht in Europa über ein eigenes Verfassungsrecht der Europäischen Union - eine Ansicht, die in Frankreich mehr als in Deutschland Berücksichtigung findet - bis hin zu einem Verfassungsrecht im materiellen Verständnis.

Letztere Auffassung wirft wohl das grundsätzliche Problem einer Definition von Verfassung auf, insbesondere die Frage, ob eine Verfassung bestimmte vorrechtliche Kriterien (Staat, Volk, gemeinsame Sprache ...) voraussetzt oder ausschließlich mit Hoheitsgewalt einhergeht. Diese brisante Debatte, die seit einigen Jahren die deutsche Wissenschaft intensiv beschäftigt, nahm Franz Mayer zum Anlass, darüber nachzudenken, inwieweit von der Europäischen Union



Hoheitsgewalt tatsächlich ausgeht. Er kam zu dem Schluss, dass Macht und Gegenmacht als Hauptmerkmale von Verfassungen angesehen werden können - somit könne man für die Europäische Union von Verfassungsdimensionen reden. In einem weiteren Gedankenschritt entwarf Franz Mayer Konzepte für eine nicht-staatliche Verfassung und setzte sich abschließend mit dem vorliegenden Verfassungsvertrag auseinander, mit seiner Bedeutung und seinen Chancen, nicht zuletzt mit der Möglichkeit, die er

Verfassungsrechtlern geben würde, jenseits des Völkerrechtes differenzierte Antworten zum Prozess der Europäischen Integration zu formulieren.

Drei intensive Arbeitssitzungen

Auf die lebhaften Arbeiten der drei verschiedenen Workshops kann hier nur unvollständig eingegangen werden. Die Professoren Siedentopf, Fisch und Sommermann betreuten abwechselnd die Sitzungen zusammen mit ihren Kollegen aus Paris 1, den Professoren Capitant und Pfersmann. Professor Marcou, Leiter des Grale (groupe de recherche sur l'administration locale en Europe) und Mitbegründer des Seminars war leider erkrankt.

Im ersten Workshop zur Reform des territorialen Staatsaufbaus in Deutschland und Frankreich griffen Benedikt Speer (DHV/FÖV), Yoan Vilain (Paris 1/Humboldt), Jean-Philippe Dérosier (Paris 1) und Conrad Seiferth (Humboldt/ Paris 1) Aspekte des sich im Zug der europäischen Integration dramatisch modifizierenden Spannungsverhältnisses zwischen staatlicher und infrastaatlicher Ebene auf. Sie erarbeiteten in der anschließenden Diskussion eine allgemeine Grenzdefinition (Grenze, Grenzraum, flexible Grenze, Grenze als Ort der Nähe aber auch der Konkurrenz).

Mit Beiträgen von Arthur Dyèvre (Paris 1), Natalia Bernal Cano (Paris 1) und Lippold von Bredow (DHV/FÖV) wurde der zweite Workshop der rechtsvergleichenden Analyse von Verfassungsgerichtsbarkeit in Deutschland und Frankreich gewidmet, wo hingehen sich Andreas Grosche (DHV) in seinem Referat spezifisch mit dem Einfluss der Europäischen Menschenrechtskonvention und des Rechts der Europäischen Union auf den nationalen Rechtsschutz auseinandersetzte.

Am Nachmittag des ersten Tages bildete die Anwesenheit von Professor Jean-Claude Colliard (Universität Paris 1), Mitglied des Verfassungsrats und ehemaliger Leiter im Stab des französischen Präsidenten Mitterrand, und von Professor Bertrand Mathieu (ebenfalls Paris 1) ein Highlight.

Am letzten Arbeitstag gaben die Beiträge von Silke Löhr (DHV), Céline Farcot (Paris 1), Elaine Mak (Rotterdam/Paris 1), Petra Kempf (DHV/FÖV), Marion Weschka (DHV) und Vanessa Barbé (Paris 1) einen vielseitigen rechtsvergleichenden Einblick in den Schutz der Grundrechte.

Das kulturelle Rahmenprogramm wurde zu Gunsten von möglichst umfassenden Gesprächsmöglichkeiten bewusst knapp gehalten - ein organisatorischer Ansatz, der nicht nur bei den

geplanten zusammen eingenommen Mahlzeiten aufkam, sondern in einem improvisierten Abschlussfrühstück am Sonntag früh auf St-Michel



Fotos: DHV Archiv

mit Blick auf den Jardin du Luxembourg endete.

Damit die nächste Auflage des deutsch-französischen Seminars zur europäischen Rechtsvergleichung wieder ein wissenschaftlicher Erfolg und ein freundschaftliches Zusammensein darstellt, sind die Organisatoren bereits jetzt auf die Unterstützung und Mitwirkung aller Interessierten angewiesen.

Florence Gauzy mit herzlichem Dank an meinen französischen Partner Yoan Vilain

PROGRAMME

Jeudi 2 mars : salle 216, Centre Panthéon

19h00-20h30 : **Conférence inaugurale de M. Franz Mayer :** (Privatdozent, Walter Hallstein-Institut, Humboldt-Universität zu Berlin): « Europäisches Verfassungsrecht? Deutsche und französische Perspektiven ».

Journée du vendredi 3 mars : salle 1, Centre Panthéon

Matinée :

09h00-09h20 : Accueil des participants et mot de bienvenue des organisateurs (*Florence Gauzy, Yoan Vilain*)

09h20-09h45 : Présentation du séminaire, de la thématique générale et de celles des trois ateliers (*Prof. Capitant, Paris 1 ; Prof. Sommermann, DHV*)

Atelier 1 : Réforme de l'organisation territoriale de l'Etat : bilan et perspectives

Enseignants: Prof. Siedentopf & Prof. Fisch (DHV), Prof. Capitant (Paris 1)

09h45-10h00 : Introduction du thème de l'atelier et des contributeurs.

10h00-10h30 : Benedikt Speer (DHV), *Theoretische Annahmen und praktische Probleme dezentralisierter grenzüberschreitender Zusammenarbeit.*

10h30-11h00 : Yoan Vilain (Paris 1 / Humboldt Universität zu Berlin ; Centre Marc Bloch, Berlin), *L'application des nouvelles technologies aux relations Etat-collectivités territoriales en France et en Allemagne.*

11h00-11h15 : *Pause*

11h15-11h45 : Jean-Philippe Derosier (Paris 1), *La dialectique centralisation / décentralisation : recherche sur le caractère dynamique du principe de subsidiarité.*

11h45-12h15: Conrad Seifer (Humboldt Universität zu Berlin / Paris 1), *Villes-capitales et auto-administration communale: une comparaison entre Berlin et Paris.*

12h15-13h00 : *Débat général et bilan de l'atelier.*

13h00-14h30 : *Déjeuner.*

Après-midi :

**Atelier 2: Rôle, fonction et organisation du Conseil Constitutionnel et du Tribunal
Constitutionnel Fédéral allemand dans une perspective comparée**

Enseignants: Prof. Colliard & Prof. Mathieu (Paris 1), Prof. Sommermann (DHV)

14h30-14h45 : Introduction du thème de l'atelier et des contributeurs.

14h45-15h15 : Arthur Dyèvre (Paris 1), *La place du Conseil constitutionnel et de la Cour constitutionnelle fédérale dans la production des normes : l'activisme juridictionnel en France et en Allemagne.*

15h15-15h45 : Natalia Bernal Cano (Paris 1), *Analyse critique de la séparation stricte des modèles de justice constitutionnelle pour la protection des droits fondamentaux en France et en Allemagne.*

15h45-16h00 : *Pause.*

16h00-16h30 : Annette Schorr (DHV), *Verfassungsgerichtsbarkeit im demokratischen System.*

16h30-17h00 : Lippold Frhr. v. Bredow (DHV), *Nationale Souveränitätsreserven in der Rechtsprechung von Conseil Constitutionnel und Bundesverfassungsgericht.*

17h00-17h45 : *Débat général et bilan de l'atelier.*

18h00-20h00 : Réception et cocktail à l'appartement décanal.

Journée du samedi 4 mars : salle 1, Centre Panthéon

Matinée :

09h00-09h15 : Accueil des participants.

**Atelier 3 : La protection des droits fondamentaux en droit comparé et en droit
européen**

Enseignants: Prof. Capitant, Prof. Pfersmann, M. Bien (Paris 1)

09h15-09h30 : Introduction du thème de l'atelier et des contributeurs.

09h30-10h00 : Silke Loehr (DHV), *Grundrechtsbegriff in Deutschland und Frankreich.*

10h00-10h30 : Céline Fercot (Paris 1/ Cologne), *Les sources des droits fondamentaux en Allemagne.*

10h30-11h00 : *Pause.*

11h00-11h30 : Elaine Mak (Paris 1 / Université Erasmus de Rotterdam), *Le droit au juge naturel et la répartition des compétences judiciaires aux Pays-Bas, en France et en Allemagne.*

11h30-12h00 : Petra Kempf (DHV), *Das Recht auf gute Verwaltung aus deutscher und französischer Perspektive.*

12h00-12h30 : *1^{er} débat général.*

12h30-14h00 : *Déjeuner.*

Après-midi :

Suite de l'atelier 3 : La protection des droits fondamentaux en droit comparé et en droit européen

Enseignants: Prof. Pfersmann & Prof. Capitant (Paris 1), Prof. Sommermann (DHV)

14h00-14h30 : Marion Weschka (DHV), *Der verfassungsrechtliche Status des menschlichen Embryos angesichts der Fortschritte im Bereich der Biomedizin.*

14h30-15h00 : Vanessa Barbé (Paris 1), *Droit de pétition et protection des droits fondamentaux en France et en Allemagne.*

15h00-15h30 : Andreas Grosche (DHV), *Der Einfluss der Europäischen Menschenrechtskonvention und des Rechts der Europäischen Union auf den nationalen Rechtsschutz.*

15h30-16h00 : *2^{ème} débat général et bilan de l'atelier.*

16h00-16h30 : *Discussion globale et bilan du 1^{er} séminaire.*

16h30-17h30: *Réunion du comité de pilotage en vue de la poursuite du projet.*

Comité scientifique :

Prof. David Capitant, Paris 1 (Directeur du Centre de droit allemand de l'UMR de droit comparé de Paris);
Prof. Dr. Stefan Fisch, DHV ;
Prof. Gérard Marcou, Paris 1 (Directeur du GRALE);
Prof. Dr. Dr. h.c. Heinrich Siedentopf, DHV;
Prof. Dr. Karl-Peter Sommermann, DHV (Prorektor de la DHV).

Comité d'organisation:

Prof. David Capitant (Paris 1);
Prof. Dr. Karl-Peter Sommermann (DHV) ;
Dr. Florence Gauzy (DHV);
Yoan Vilain (Paris 1 & Humboldt Universitaet zu Berlin / Centre Marc Bloch, Berlin).

Séminaire franco-allemand de droit public comparé européen

1^{ères} journées de rencontre entre jeunes chercheurs de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et de la Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften Speyer

Comité scientifique :

Prof. David Capitant, Paris 1, Directeur du Centre de droit allemand de l'UMR de droit comparé de Paris;
Prof. Dr. Stefan Fisch, DHV Speyer ;
Prof. Gérard Marcou, Paris 1, Directeur du GRALE;
Prof. Dr. Dr. h.c. Heinrich Siedentopf, DHV Speyer;
Prof. Dr. Karl-Peter Sommermann, DHV Speyer, Prorektor.

Comité d'organisation:

Prof. David Capitant, Paris 1;
Prof. Dr. Karl-Peter Sommermann, DHV Speyer ;
Dr. Florence Gauzy, DHV Speyer;
Yoan Vilain, Paris 1 & Humboldt Universität zu Berlin / Centre Marc Bloch, Berlin.

Deutsch-Französisches Seminar zur europäischen Rechtsvergleichung

1. Treffen junger Forscher aus der Universität Paris 1 Panthéon-Sorbonne und der Deutschen Hochschule für Verwaltungswissenschaften Speyer

Wissenschaftlicher Beirat:

Prof. David Capitant, Paris 1, Directeur du Centre de droit allemand de l'UMR de droit comparé de Paris;
Prof. Dr. Stefan Fisch, DHV Speyer ;
Prof. Gérard Marcou, Paris 1, Directeur du GRALE;
Prof. Dr. Dr. h.c. Heinrich Siedentopf, DHV Speyer;
Prof. Dr. Karl-Peter Sommermann, DHV Speyer, Prorektor.

Organisationskomitee:

Prof. David Capitant, Paris 1;
Prof. Dr. Karl-Peter Sommermann, DHV Speyer ;
Dr. Florence Gauzy, DHV Speyer;
Yoan Vilain, Paris 1 & Humboldt Universität zu Berlin / Centre Marc Bloch, Berlin.

La société de législation comparée publie

UMR de droit comparé, Volume 17

ACTUALITÉ DU DROIT PUBLIC COMPARÉ EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE

Sous la direction de David CAPITANT et Karl-Peter SOMMERMANN

L'eupéanisation du droit public mais aussi le rapprochement des systèmes juridiques constituent deux phénomènes au cœur de l'évolution des systèmes juridiques français et allemand dont rendent compte les contributions issues des deux premières éditions du séminaire franco-allemand de droit public comparé (Paris 2006, Spire 2007) et rassemblées dans le présent volume. Celui-ci s'ouvre sur une étude portant sur les rapports qu'entretiennent le droit communautaire et les droits constitutionnels nationaux, élaborée à la lumière des évolutions jurisprudentielles à l'œuvre en France et en Allemagne. C'est ensuite la question de la réforme territoriale de l'État et plus particulièrement des effets de la récente et complexe réforme du fédéralisme allemand qui fait l'objet du groupe de contributions suivantes. Le troisième thème envisagé est relatif à la figure du juge (juge naturel, juge constitutionnel). Au-delà des nettes différences entre les modèles contentieux français et allemand, on y perçoit l'influence que le droit européen et les droits fondamentaux exercent sur ces questions, ces deux derniers aspects se trouvant au centre des réflexions exposées dans le dernier groupe de contributions.

David CAPITANT, Karl-Peter SOMMERMANN, Yoan VILAIN

Vanessa BARBÉ, Lippold FREIHERR VON BREDOW, Natalia BERNAL CANO, Céline FERCOT, Andreas GROSCHE, Petra KEMPF, Elaine MAK, Nils OTTER, Carolin TEGELER, Xavier VOLMERANGE, Marion WESCHKA.

I.S.B.N. : 978-2-908199-78-9

32 €

Bon de commande à retourner à la Société de législation comparée,

28, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris, fax : 01 44 39 86 28,

E-mail : bouchibi@legiscompare.com

Je souhaite commander ... exemplaire(s) de l'ouvrage *Actualité du droit public comparé en France et en Allemagne* au prix de 32€ +5€ de frais de port

Nom :

Adresse :

Paiement par :

o virement CCP Paris 797.91 K

o virement bancaire à la Caisse d'Épargne Ecureuil de Paris (17515-90000, Compte 04604041645)

o chèque bancaire ou postal à l'ordre de la Société de législation comparée

o carte de crédit : Visa o Eurocard o Mastercard o

N° --